Annexe 2 – Attestation d'engagement

Je, soussigné(e) ....., sollicite, dans le cadre du dispositif : « ACcompagnement des COmmerces en Ruralité » du territoire de la Communauté de Communes de Hanau – La Petite Pierre une subvention concernant l'investissement détaillé dans le dossier ci-joint.

Engagement de respect des règles du dispositif

J'atteste, à ce jour :

- ne pas avoir réalisé cet investissement,
- être actuellement à jour de mes dettes fiscales et sociales,
- que les renseignements fournis dans ce dossier de demande de subvention sont exacts,
- réaliser plus de 50% de chiffre d'affaires auprès des particuliers.

Je reconnais que le dépôt de la demande de subvention ne constitue en aucun cas un accord de subvention.

Certificat de non-exécution des travaux

Je certifie que le projet pour lequel la subvention est demandée n'a reçu aucun commencement d'exécution et m'engage à ne pas commencer l'exécution du projet avant que son dossier ne soit déclaré ou réputé complet.
J'accepte tout contrôle technique, administratif et financier, effectué par les agents, sur pièces et/ou sur place, y compris au sein de la comptabilité et de tous documents et pièces établissant la régularité et l'éligibilité des dépenses encourues.

Engagement de communication et d'accès à l'information

Je m'engage à :

- mentionner l'existence de l'aide de la Région et de la Communauté de communes et son montant dans les documents d'information, les outils de communication ou les panneaux de chantier,
- donner accès à toutes les informations utiles sur l'opération aidée ainsi qu'aux données économiques, financières ou fiscales permettant d'évaluer les effets ou l'impact de l'opération sur une période de cinq ans.

Respect des règles « de minimis »

J'atteste :

☐ N'avoir perçu aucune aide publique pour mon entreprise durant les trois dernières années,

☐ Avoir perçu, au cours des 3 dernières années, des aides publiques accordées à mon entreprise, notamment au titre du règlement européen de minimis n°2023/2831, d'un montant inférieur à de 300 000 €, dont voici le détail :

Date	Dispositif d'aide	Organisme financeur	Objet	Montant (€)

Nom du dirigeant de l’entreprise
Date, signature et cachet de l’entreprise